

Service Prévention des Risques
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/09/2024

Affaire suivie par : Lucile QUIGNON
Téléphone : 04 88 22 63 80
Courriel : lucile.quignon@developpement-durable.gouv.fr
Références : SPR/1122/2024
Code AIOT : 0006400578

**Rapport de l'inspection des installations
classées**

à

Monsieur le Préfet

Objet : Installation de Stockage de Déchets Non-Dangereux exploitée par La Métropole Aix-Marseille-Provence au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d' Aix-en-Provence - Révision pour l'année 2025 de l'autorisation annuelle de stockage.

Réf. : Porter-à-connaissance au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement (PAC) transmis à le 10 juillet 2024

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 – OBJET DU RAPPORT

Par transmission en date du 10 juillet 2024, complétée le 12 août 2024, la Métropole Aix-Marseille-Provence vous a transmis un « porter-à-connaissance » pour son Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDND) située au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d' Aix-en-Provence.

Les modifications sollicitées sont les suivantes :

1. Augmentation de la capacité annuelle de stockage en 2025 de 40 000 tonnes, sans modification de la capacité totale de stockage, ni de l'emprise, ni de remise en état final et avec prolongation de la durée de vie du site ;
2. prolongation de la durée d'exploitation du casier B3 à capacité d'accueil totale identique ;

36, Boulevard des Dames - 13002 Marseille - Tél. : 04 88 22 61 00

Adresse postale : 16, rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 3

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

3. mise en œuvre, à la demande l'inspection, d'un plan d'actions pour le renforcement du suivi des eaux souterraines.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non du projet de modifications susvisé et propose les suites à donner pour ce projet.

2 – PRÉSENTATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1 – Pétitionnaire

Raison sociale	ISDND de l'Arbois
SIRET	343 403 531 03310
Adresse du site	Lieu-dit « Jas de Maroc »
Commune	13 100 Aix-en-Provence
Demandeur	Métropole Aix-Marseille-Provence

2.2 – Activité et situation administrative

L'ISDND lieu-dit « Jas de Maroc » située sur la commune d'Aix-en-Provence est classée sous le régime de l'autorisation au titre des rubriques 2760-2 et 3540 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant est autorisé à l'exploiter, par arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/2021, une installation de stockage de déchets non dangereux. L'exploitation se fait actuellement sur le le casier B3 ; sa poursuite sur le casier B4 a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022.

- Commune : Aix-en-Provence
- Rubriques ICPE concernées : 2760-2 et 3540
- Capacité totale de stockage : 2 620 000 m³ sur B3 / 1 450 000 tonnes sur le casier B4
- Capacité annuelle maximale : 160 000 t/an jusqu'au 31/12/2024 sur le casier B3 puis 100 000 t/an sur le casier B4
- Fin de l'autorisation : 31 juillet 2039 (14.6 ans pour B4 : 01/01/2025 à 31/07/2039)
- Zone de chalandise : déchets produits dans les communes du bassin de vie Provençal au sens du SRADDET de la région PACA

De plus, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui fixe les prescriptions générales applicables à ce type d'installation.

3 – CONTEXTE ET PRESENTATION DE LA DEMANDE

3.1 – Contexte national

Pour permettre la réduction des volumes de déchets produits et, dans le même temps favoriser leur valorisation matière ou, à défaut, énergétique, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte - LTECV en 2015 - puis la loi destinée à l'anti-gaspillage et pour une économie circulaire – Loi AGECL en 2020 - ont fixé de nouvelles obligations visant notamment à réduire l'élimination par stockage (l'enfouissement) qui doit rester une solution de dernier recours.

Ainsi, un objectif légal a été fixé au niveau national et décliné régionalement : en 2025, les quantités de déchets stockés en installation de stockage de déchets non dangereux devront être limitées à 50% des quantités enfouies en 2010.

Les attentes du législateur concernant une réduction significative de la production de déchets, ainsi que le développement de méthodes alternatives à l'enfouissement, ne se concrétisant pas aussi rapidement que prévu, la quantité de déchets à mettre en décharge dépassera l'objectif légal. En 2025, le manque d'exutoires et le caractère contraignant de cet objectif pourraient donc entraîner l'impossibilité de collecter et de traiter certains déchets.

En anticipation de cette perspective, afin de permettre le stockage des déchets au-delà de l'objectif réglementaire fixé, tout en restant incitatif quant à la diminution des quantités stockées, la loi de finances 2024 a prévu deux dispositions complémentaires :

- D'une part, et par modification du I de l'article L.541-15 du Code de l'environnement, la possibilité de déroger au volet déchets du SRADDET, document déclinant régionalement l'objectif légal d'une réduction de 50% en 2025 des tonnages enfouis en 2010 ;
- D'autre part, et par modification du code des Douanes, de modifier la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en vue de surtaxer en 2025 les quantités de déchets stockées au-delà de cet objectif (5 à 10 €/tonne, en attente d'arrêté ministériel).

Pour faire face à la pénurie d'exutoires prévue en 2025 en PACA, il est envisagé de revoir les autorisations des sites existants afin de porter la capacité régionale cumulée à hauteur de l'objectif fixé par le SRADDET. Cela implique une augmentation des autorisations de stockage d'environ 100 000 tonnes supplémentaires. Cette hausse globale peut être répartie entre plusieurs augmentations individuelles, notamment sur les sites dont la capacité devait être réduite en 2025 par rapport à 2024. Une telle augmentation n'entraînera pas de TGAP majorée dans la mesure où il s'agit d'aligner les capacités autorisées sur l'objectif régional de mise en stockage. Cependant, si cette augmentation s'avérait insuffisante, toute nouvelle demande qui conduirait de fait à dépasser cet objectif, induirait de fait sur TGAP majorée si une suite lui était donnée. Cette augmentation ne peuvent néanmoins être envisagées qu'en dernier recours, après optimisation des moyens destinés à la prévention et à la valorisation, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

3.2 – Situation régionale

La situation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est atypique, dans la mesure où c'est la seule région où l'objectif national de réduction de mise en stockage a été à la fois décliné dans son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), soit une quantité maximale de déchets à enfouir de 999 792 t/an à partir de 2025, puis traduit de manière effective dans les autorisations ICPE des sites. Le cumul des autorisations annuelles a ainsi été ramené de 1 192 900 tonnes en 2024 à 901 700 tonnes pour 2025, soit près de 300 000 tonnes annuelles de moins. Le niveau autorisé en 2025 est ainsi en deçà de l'objectif régional visé, du fait notamment de la fermeture de certains sites pour des raisons environnementales. Or il apparaît que les efforts conduits à l'échelle régionale pour diminuer la mise en stockage, sont encore insuffisants en dépit des progrès notables constatés pour améliorer le taux de valorisation des déchets produits et traités en région.

Ainsi la conjonction de ces situations conduit à identifier un déficit très probable de capacité de stockage en 2025. Cette situation, ainsi que le dispositif réglementaire adopté en 2024 et évoqué supra, ont été présentés le 05 juin 2024 à l'ensemble des exploitants d'ISDND et d'UVE de la région à l'occasion d'une réunion, organisée dans les locaux de la DREAL PACA avec le Conseil Régional.

A l'issue, plusieurs exploitants ont adressé aux préfets de département des porter-à-connaissance en vue de solliciter notamment des augmentations des autorisations de stockage de leur(s) site(s) mais aussi, de modifier les zones de chalandises de certains outils de traitement (centre de tri, presse à balle, UVE) en vue, comme suggéré le 5 juin, d'en optimiser le fonctionnement :

Bassin de Vie du SRADDET	Dpt	Exploitant (nom du site)	Communes	Capacité adm. 2024 (t.an)	Capacité adm. 2025 (t.an)	Capacité demandée pour 2025
Alpin	05	VEOLIA (Ecopôle du Beynon)	Ventavon	60 000	55 000	64 000
Provençal	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-provence	175 000	100 000	125 000
	13	VALSUD (Ecopôle de l'Etoile)	Septèmes-les-Vallons	175 000	100 000	160 000
	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-Provence	160 000	100 000	140 000
	83	AZUR Valorisation (Roumagayrol)	Pierrefeu-du-Var	135 000	100 000	135 000
Azuréen	83	Société Publique Locale du Vallon des Pins	Bagnols-en-forêt	70 000	70 000	99 000

Compte-tenu de cette perspective de défaut d'exutoire en PACA en 2025 et afin d'éviter un export massif de déchets non dangereux hors région, contraire au principe de proximité et dont la faisabilité n'est pas acquise, il est proposé de donner une suite partiellement favorable à ces demandes sous réserves des principes suivants :

- Ramener avant le 31/10/2024, le cumul régional des autorisations de stockage à hauteur de l'objectif du SRADDET, soit une rehausse de 98 092 tonnes pour 2025. Ces capacités supplémentaires ne donneront pas lieu à majoration de TGAP ; ;
- Cette augmentation globale est partagée entre les exploitants ayant sollicité une augmentation de capacité de leur site ;
- Elle concerne les différents bassins de vie de la région ;
- Elle est déclinée individuellement, suivant un principe d'équité et sous réserve de non-substantialité des demandes et à la condition de garantie de maîtrise des enjeux environnementaux associés ;
- Elle est temporaire et limitée à 2025 : un réexamen de la situation pour 2026 sera effectué courant 2025.

Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des arbitrages effectués :

Bassin de Vie du SRADDET	Dpt	Exploitant (nom du site)	Communes	Capacité proposée pour 2025
Alpin	05	VEOLIA (Ecopôle du Beynon)	Ventavon	60 092
Provençal	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-provence	115 000
	13	VALSUD (Ecopôle de l'Etoile)	Septèmes-les-Vallons	115 000
	13	Métropole Aix-Marseille-Provence (Arbois)	Aix-en-Provence	115 000
	83	AZUR Valorisation (Roumagayrol)	Pierrefeu-du-Var	124 000
Azuréen	83	SPL du Vallon des Pins	Bagnols en forêt	94 000

Par ailleurs, l'opportunité d'augmentations complémentaires pour l'année 2025 au-delà de l'objectif SRADDET sera considérée ultérieurement en 2025, à la lumière des informations issues de

l'observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire (ORDEC). En cas d'octroi, elles seront soumises à majoration de TGAP.

3.3 – Demande de La Métropole Aix-Marseille-Provence

L'ISDND exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/2021, pour un volume d'activité de 160 000 tonnes annuelles jusqu' en 2024 sur le casier B3.

L'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022 autorise, à compter de 2025, 100 000 t/an sur le casier B4 avec une fin d'exploitation au 31 juillet 2039.

La demande de la MAMP, qui fait suite à la réunion du 5 juin 2024, vise à augmenter la capacité d'accueil des déchets non dangereux du site pour la seule année 2025 de l'ordre de 40 000 tonnes en prolongeant la durée de vie du casier B3 d'un an, et en commençant à exploiter le casier B4 en fin d'année 2025.

Aucune modification n'est demandée sur la nature des déchets autorisés ou la limite annuelle en masse autorisée au stockage sur site. La capacité totale du site reste inchangée ainsi que la durée d'exploitation du casier B4.

4 – EXAMEN DE LA DEMANDE

4.1 – Motivations de la demande :

Le « porter-à-connaissance » de la MAMP vise à répondre au déficit de capacité de stockage dont elle va souffrir à compter de 2025, en sollicitant une augmentation de la capacité administrative d'accueil de l'ISDND située au lieu-dit « Jas de Marroc » en 2025.

Le dossier présente un état des lieux du site en termes de capacités passées et futures. Ces informations sont synthétisées dans un tableau qui compare les capacités annuelles autorisées aux capacités réellement stockées entre 2011 et 2024. Ainsi, et depuis le début de l'exploitation en 2011, 2 137 941 tonnes de déchets ont été enfouies à fin mars 2024, pour un total de 2 500 000 tonnes autorisées. Par ailleurs, sur la base de relevés topographiques réguliers, l'exploitant estime que le vide de fouille physique au 1^{er} avril 2024 est de 221 559 m³ soit 221 559 tonnes (densité de 1).

Le vide de fouille net disponible pour les déchets au 1^{er} janvier 2025 dans le casier B3 est donc évalué à 109 266 m³ (221 559 – 105 003 – 7 290 m³ c'est à dire vide de fouille au 1^{er} avril 2024 déduit de apports 2024 et des matériaux de recouvrement). La capacité annuelle résiduelle de stockage de déchets au 31/12/2024, date réglementaire de fin d'exploitation du casier B3, devrait donc être de 109 266 tonnes (densité de 1). L'exploitant demande par conséquent à prolonger la durée d'exploitation jusqu' fin octobre 2025 pour pouvoir exploiter cette capacité résiduelle. Outre l'optimisation des moyens existants, il justifie également sa demande par la nécessité de combler le vide de fouille en vue d'assurer un modelé final conforme à l'attendu.

Les déchets produits à compter de la fin de l'année 2025 seraient ensuite stockés dans les premières alvéoles du B4, à hauteur de 30 734 tonnes pour cette première année d'utilisation du B4.

Cette demande n'impacte pas le volume total de stockage initialement autorisé et est sans impact sur les termes de l'autorisation du casier B4.

4.2 – Impacts du projet :

Compatibilité avec le SRADDET :

Le bassin de vie Provençal, contrairement au bassin de vie Azuréen ne fait pas face à un déséquilibre en 2025 : la capacité administrative de stockage est de 615 000 t/an et l'objectif visé dans le SRADDET est de 569 792 000t/an. Ces capacités autorisées devraient malheureusement être insuffisantes pour couvrir les besoins réels en stockage.

Cependant, à l'échelle régionale, les capacités autorisées restent en deçà de l'objectif fixé par le SRADDET de la région PACA. Cette augmentation contribuerait à réduire le déficit régional, à anticiper plus efficacement la situation future et à limiter la dépendance de la région vis-à-vis des régions voisines.

Par courrier en date du 28 juin 2024, et conformément au I de l'article L.541-15 du Code de l'environnement, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a consulté le Président du Conseil régional quant à des dérogations à certaines dispositions du volet déchets du SRADDET, notamment :

- la limite de capacité individuelle des sites de stockage des déchets non-dangereux, fixée à 100 000 tonnes par an, qui affectera cinq sites dans la région à partir de 2025 ;
- les limites de capacité définies par bassin : en raison de déséquilibres persistants, notamment l'insuffisance de capacités de stockage dans le bassin azuréen, les augmentations mentionnées pourraient accentuer le dépassement déjà constaté de ces limites ;
- l'objectif régional limitant à 999 752 tonnes la quantité de déchets stockés en 2025 : bien que la capacité régionale de stockage soit prévue pour atteindre cet objectif, il pourrait être nécessaire, en dernier recours, d'augmenter à nouveau les autorisations de stockage au cours de l'année 2025, dépassant ainsi ce plafond. Les déchets stockés seraient alors soumis à une TGAP majorée.

Par un courrier daté du 20 septembre 2024, le Président du Conseil Régional a donné un avis favorable à :

- une dérogation temporaire à la planification régionale des déchets prévue dans le SRADDET, limitée à l'année 2025, permettant de dépasser le seuil de 100 000 tonnes par an de stockage par site ;
- une dérogation temporaire, également pour l'année 2025, concernant les limites de stockage pour les bassins provençal et alpin.

L'examen de l'opportunité de déroger à l'objectif régional de 999 752 a été renvoyé à 2025.

Impacts techniques potentiels :

Les études d'incidence et de dangers réalisées dans le cadre de l'Etude d'Impact de la Demande d'Autorisation initiale (DDAE) de 2012 ont été dimensionnées sur la base d'un tonnage maximum de 180 000t/an. Les équipements, les moyens, l'organisation et la surveillance de l'ICPE sont, de fait, dimensionnés sur cette base pour l'exploitation du casier B3.

L'augmentation temporaire de capacité n'entraîne pas une modification de la nature et de la qualité des déchets entrants.

Aucune modification n'est donc attendue sur la qualité ou quantité des différents rejets : eaux pluviales, poussières, risques sanitaires et dangers associés.

Par ailleurs, dans le cadre du présent porter-à-connaissance, il a été demandé à l'exploitant de proposer un plan d'action pour le renforcement du suivi des eaux souterraines compte tenu de la persistance des écoulements de lixiviats observés en limite du site. A cet effet, l'exploitant a mandaté le bureau d'études ENVISOL pour mener des investigations complémentaires aux actions de terrain déjà engagées par l'exploitant depuis 2021 (collecte et confinement des écoulements, recherche de la source des écoulements, étude des circulations souterraines par tomographie de résistivité électrique 2D et 3D à l'échelle du massif, études de caractérisation des effets des écoulements sur les personnes et l'environnement, suivi analytique des écoulements et modification du programme de surveillance des eaux souterraines...).

Les conclusions et recommandations émises par le bureau d'études ENVISOL sont joints au dossier de porter-à-connaissance (cf. *rapport référencé A2309-585_R_EB_1c du 02 août 2024*).

Ainsi, compte tenu de la complexité du fonctionnement hydrogéologique et des incertitudes restantes concernant l'impact de l'ISDND en aval de celle-ci, et au vu des conclusions des études environnementales et géostatistiques réalisées, l'exploitant propose de mettre en œuvre le programme d'investigations proposé par le bureau d'études ENVISOL afin d'approfondir la compréhension des écoulements souterrains de l'ISDND et de surveiller les effets des suintements d'eaux chargées sur le milieu naturel.

Les principales actions portent sur :

- la réalisation d'un bilan hydrique entrée/sortie pendant un cycle hydrogéologique. Il s'agit de quantifier la quantité de précipitations tombée sur le site et de réaliser des mesures de débit en continu sur la source du Figuier, principale source contaminée selon les études et l'exutoire principal supposé de la zone de l'ISDND ;
- la réalisation d'un recensement précis sur le terrain, des résurgences possibles aux interfaces entre les calcaires et les argiles et assurer le suivi du débit et de la conductivité sur ces exutoires pendant plusieurs mois afin de préciser le modèle hydrogéologique de la zone ;
- la réalisation d'un suivi des usages sur les puits situés hors site et les sources à proximité de l'ISDND par le biais d'une enquête de terrain ;
- la réalisation de campagnes de prélèvement synchrones sur l'ensemble des points de prélèvement clés, notamment piézomètres et sources ainsi que bassins de rétention des lixiviats.

Trafic routier :

Le tonnage annuel réceptionné et prévisionnel de l'ISDND de l'Arbois sera en 2024 et 2025 inférieur à celui des années précédentes. Le trafic routier restera donc stable et n'apportera pas de nuisances supplémentaires.

Impact sur les garanties financières :

Le projet, objet du présent rapport, entraîne une hausse du volume d'activité de l'installation de stockage. La capacité autorisée demandée pour la rubrique 2760-2 de la nomenclature, passerait de 100 000 tonnes à 140 000 tonnes en 2025.

En raison de la modification des conditions d'exploitation, le montant des garanties financières a été réévalué et mis à jour dans les compléments fournis par l'exploitant le 14 août 2024.

5 – APPRÉCIATION DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL DU PROJET

5.1. Rappel de la procédure

Concernant le caractère substantiel ou non de cette demande, l'article R. 181-46-I du code de l'environnement mentionne que : [...]

« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa

II de l'article R.181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181- 18 et R.181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

5.2. Avis de l'inspection

Au regard des trois alinéas de l'article R.181-46-I :

1) Le projet d'augmentation de la capacité annuelle de stockage autorisée pour 2025 n'affecte pas la capacité totale de stockage autorisée de l'ISDND, que ce soit pour les casiers B3 ou B4. L'exploitant souhaite accroître le volume stocké en 2025 afin de compenser le différentiel entre les capacités autorisées et les capacités effectivement utilisées (tonnages réellement enfouis) depuis le début de l'activité sur le casier B3.

Par ailleurs, la rubrique IED 3540 relative aux installations de stockage fixe un seuil de 25 000 tonnes de capacité totale autorisée. La demande d'augmentation de 25 000 tonnes est sur une année calendaire sans demande d'augmentation de la capacité totale de stockage sur la durée de vie de l'installation. Il n'y a donc pas de dépassement du seuil IED (25 000 t).

2) La modification envisagée est sans objet vis-à-vis de ce critère. En effet, au vu du dossier de porter-à-connaissance, le projet de modification n'atteint aucun seuil ou critère de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009. De plus, les seuils quantitatifs et les critères à atteindre étaient fixés jusqu'au 13 décembre 2019 par l'arrêté ministériel désormais abrogé. A ce jour, aucun autre arrêté ministériel ne fixe de seuils quantitatifs et de critères à atteindre.

3) La modification consistant à augmenter la capacité d'accueil de l'installation suite à la présence de reliquat tout au long des années d'exploitation, n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs nouveaux compte tenu du fait que les études d'impact, de risque

sanitaire et de dangers réalisées dans le cadre du dossier d'autorisation de l'exploitant qui a abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/2021, ont été dimensionnées pour une capacité d'accueil de 180 000 puis 160 000 t/an. L'augmentation de la capacité en 2025 sera inférieure à la capacité autorisée en 2024.

L'augmentation de capacité d'accueil de 2025 ne modifie pas l'emprise du site. Les équipements et activités nécessaires demeurent inchangés par rapport à l'année 2024.

L'inspection des installations classées considère la demande comme non substantielle.

6 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Après examen de la demande déposée par La Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de son « Porter-à-Connaissance » est considérée comme non substantielle au sens de l'art. L181-14 du Code de l'Environnement.

Compte tenu de la situation régionale présentée au paragraphe 3.2 et du principe d'équité visant à considérer toutes les demandes qui ont été formulées, il est proposé de donner une suite favorable à la demande de La Métropole Aix-Marseille-Provence mais à hauteur de 115 000 tonnes et non 140 000 tonnes pour l'année 2025.

Cette augmentation temporaire entraîne :

- Une révision des capacités annuelles de stockage de déchets non dangereux : 115 000 t/an en 2025 (1110 000 Tonnes sur B3, 5 000 Tonnes sur B4), les prescriptions associées au casier B4 restant inchangées ;
- Une modification des conditions d'exploitation du site avec prolongation d'un an de l'exploitation du casier B3 afin d'optimiser son remplissage et un moindre remplissage du casier B4 en 2025. La durée d'exploitation du casier B4 reste inchangée ;
- Un renforcement de suivi des eaux souterraines et des lixiviats par la mise en œuvre d'un programme d'investigations complémentaires issu des conclusions et recommandations émises par le bureau d'études ENVISOL (cf chapitre 4.2).

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à La Métropole Aix-Marseille-Provence qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose d'informer le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
La fonctionnelle déchets	Le chef de l'unité ICPE	Le chef de service de la prévention des risques
Signé	Signé	
Lucile QUIGNON	Alexandre LION	